



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/41/1003

S/19063

20 août 1987

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante et unième session
Point 15 c) de l'ordre du jour
ELECTION D'UN MEMBRE DE LA COUR
INTERNATIONALE DE JUSTICE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Curriculum vitae du candidat présenté par les groupes nationaux

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité le curriculum vitae du candidat présenté par les groupes nationaux en vue de l'élection destinée à pourvoir le siège laissé vacant à la Cour internationale de Justice par suite du décès, survenu le 10 mars 1987, du juge Guy Ladreit de Lacharrière (France). Le nom de ce candidat a été communiqué dans le document A/41/1002-S/19062. La composition de la Cour et la procédure à suivre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité sont indiquées dans un mémorandum du Secrétaire général publié sous les cotes A/41/1000-S/19018.

Curriculum vitae de M. Gilbert Guillaume

Né à Bois-Colombes (France), le 4 décembre 1930.

Diplômes

Licencié en droit (Université de Paris)
Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris
Diplôme d'études supérieures d'économie politique et de science économique
(Université de Paris)
Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration

Grades

Conseiller d'Etat, Directeur des affaires juridiques au Ministère des affaires étrangères (depuis 1979)

Fonctions successivement exercées

Membre du Conseil d'Etat en qualité d'auditeur (1957), puis de maître des requêtes (1963), enfin conseiller d'Etat (1981)

Conseiller juridique du secrétariat général de l'aviation civile (1968 à 1979); représentant de la France au Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (1968 à 1979) et Président de ce comité (1971 à 1975); représentant de la France à la Commission juridique de l'assemblée de l'OACI (1968, 1971, 1974 et 1977); délégué aux Conférences diplomatiques sur la répression de la capture illicite d'aéronefs (La Haye, 1970), la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile (Montréal, 1971) et la sécurité aérienne (Rome, 1973); Président de la Conférence diplomatique sur la responsabilité contractuelle du transporteur aérien (Montréal, 1975); chef de la délégation française aux Conférences diplomatiques sur la responsabilité du transporteur à l'égard des tiers (Montréal, 1978) et le non-recours à la force contre les aéronefs civils (Montréal, 1984)

Président de la Commission de conciliation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (1973 à 1978); membre de la Commission de recours de l'Agence spatiale européenne (1975 à 1978); Directeur des affaires juridiques de l'Organisation de la coopération et de développement économiques (1979)

Conseil de la France dans l'arbitrage entre la France et les Etats-Unis sur l'accord aérien franco-américain (1978); agent de la France dans l'arbitrage entre la France et le Canada sur l'accord de pêche franco-canadien (1986), agent de la France dans de nombreuses affaires devant la Cour de justice des Communautés européennes et la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme

Représentant de la France à la Commission centrale pour la navigation du Rhin (depuis 1979); Président de la Commission (1981-1982)

Représentant de la France au Comité consultatif juridique afro-asiatique (depuis 1980)

Délégué de la France à l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission) depuis 1982; chef de la délégation française à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1982), à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de biens, d'archives et de dettes d'Etat (Vienne, 1983) et à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (Vienne, 1986)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 1980)

Arbitre désigné par l'Organisation de l'aviation civile internationale, la Chambre de commerce internationale, le Centre régional pour l'arbitrage commercial de Kuala-Lumpur et le Centre régional pour l'arbitrage du Caire créés sous les auspices du Comité juridique afro-asiatique

Activités d'enseignement

Professeur à l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris (cours sur "l'aspect juridique des problèmes internationaux")

Professeur à l'Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris, à l'Ecole nationale d'administration, à l'Ecole nationale de l'aviation civile et à l'Ecole nationale des ponts et chaussées

Publications

"Les Commissions de recours des organisations européennes coordonnées" (Etudes et documents, 1969, p. 73)

"Commentaires sur la Convention de La Haye du 16 décembre 1970 pour la répression de la capture illicite d'aéronefs" (Annuaire français du droit international, 1970, p. 35)

"L'évolution du système monétaire international et l'application des conventions sur la responsabilité contractuelle" (Revue française de droit aérien, 1975, p. 137)

"Le Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)" (Revista del Centro de Investigación y Difusión Aeronáutica Espacial, Montevideo, 1976, p. 19).

Le terrorisme aérien (Paris, Pedone, 1977)

"Location, affrètement et banalisation d'aéronefs en exploitation internationale" (Revue française de droit aérien, 1978, p. 395)

- "La responsabilité des services de contrôle de la circulation aérienne" (Université McGill, Montréal, Annales de droit aérien et spatial, tome III, 1978)
- "Les constructeurs de matériel aéronautique en droit européen, droit de la responsabilité" (Université McGill, Montréal, Annales de droit aérien et spatial, tome IV, 1979)
- "L'Organisation de coopération et de développement économiques et l'évolution récente de ses moyens d'action" (Annuaire français de droit international, 1979, p. 75)
- "L'application extra-territoriale des législations sur la concurrence et la loi française du 16 juillet 1980" (Cahiers juridiques et fiscaux de l'exportation, 1981, No 2)
- "Antarctic resources policy: scientific, legal and political issues" (Cambridge University Press, p. 185)
- "La délimitation des espaces maritimes français" (dans Perspectives du droit de la mer à l'issue de la troisième Conférence des Nations Unies, Pedone, 1983)
- Les forges de maintien de la paix des Nations Unies, problèmes juridiques (Académie diplomatique internationale, 1984)
- "La non-intervention dans les affaires intérieures des Etats (art. 2, par. 7 de la Charte des Nations Unies)" (dans La Charte des Nations Unies (Commentaire sous la direction de J. P. Cot et A. Pellet), Economica, Bruylant, 1985)
- La France aux Nations Unies. Le rôle de l'administration centrale (Codin, 1985, p. 11)
- "La France devant la Cour de justice des Communautés européennes" (Bulletin des juristes européens, 1985, No 39, p. 371)
- Codification in International Law (University College, Londres, 1986)
- "Preuves et mesures d'instruction devant la juridiction internationale permanente" (dans La juridiction internationale permanente, Pedone, 1987)
- "L'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 30 avril 1986 sur le transport aérien et ses suites" (Revue française de droit aérien, 1987, à paraître)
- "La France et le droit de l'Antarctique" (Espaces et ressources maritimes, 1987, No 2, Economica, à paraître)

Participation à des activités scientifiques

Membre du Bureau de la Société française pour le droit international

Président d'honneur de la Société française de droit aérien et spatial

Membre du Conseil d'administration de la Société française de législation comparée

Membre de la branche française de l'Association de droit international (ILA)

Membre du Conseil scientifique de l'Institut du droit de l'économie internationale et du développement (Faculté de droit de l'Université de Paris V)

Membre de l'Institut international de droit d'expression française (IDEP)

